

7 septembre 2012

Etats-Unis – Israël : l'évolution d'une relation.

Par Michel Roche, consultant indépendant

Depuis plusieurs mois Washington a multiplié les signaux vis-à-vis d'Israël et ceux-ci se sont significativement durcis au cours de l'été, indiquant que quelque chose serait en train de changer dans la relation entre les deux partenaires. Un premier bilan des messages envoyés par Washington peut dès à présent être tiré : certes le principe du soutien à Israël demeure un des fondamentaux de la politique étrangères américaine, mais les priorités d'Israël ne sont pas automatiquement celles de Washington, qui n'est plus disposé autant que par le passé à se laisser dicter sa position par les politiciens israéliens.

Des divergences de fond sont désormais publiques sur deux dossiers emblématiques pour Israël :

Sur le nucléaire iranien, d'abord le désaccord est patent. Depuis le début de l'année M. Nethanyahou s'est lancé dans une campagne d'explication et de préparation psychologique à une frappe préventive en Iran, qu'il présente comme absolument nécessaire. L'administration américaine juge au contraire que le programme nucléaire iranien n'est pas arrivé au stade de la mise au point d'une arme ; elle estime en outre que des frappes israéliennes risquent de mettre le feu à la région. Washington a donc multiplié les contacts pour inviter Israël à la retenue. La dernière visite du secrétaire américain à la Défense, Léon Panetta, en Israël le mois dernier n'a pas semble-t-il permis de convaincre, même si de part et d'autre l'objectif semble désormais de faire baisser la pression. Ainsi les media sont-ils encouragés à répéter l'analyse selon laquelle Israël ne prendrait pas le risque politique de frapper l'Iran en période électorale américaine. Manifestement à la recherche d'une porte de sortie honorable sur le fond, le gouvernement israélien demande depuis peu aux américains de définir quelle serait la ligne rouge dont le non-respect par l'Iran entraînerait une action armée. L'avenir dira si cette démarche peut réussir ; mais la méfiance semble bel et bien installée entre les deux partenaires. Deux prises de position publiques du Général Dempsey, Chef d'état-major interarmes américain ne sont sans doute pas prêtes d'être oubliées : la veille de la visite de M. Panetta qu'il accompagnait en Israël, il a mis en doute la capacité d'Israël de détruire les capacités nucléaires iraniennes, estimant que le développement du programme pourrait tout au plus être retardé ; plus récemment, à Londres, il a déclaré son opposition à des frappes, ajoutant qu'il ne s'y associerait pas si, malgré tout, une telle décision devait être prise. De manière très significative l'administration ne s'est pas dissociée de ses propos.

Ensuite, une véritable divergence est en train d'apparaître sur la question de Jérusalem. Depuis qu'Israël a unilatéralement réuni la ville à son profit et qu'il en a fait officiellement sa capitale, les autorités israéliennes se sont efforcées de faire endosser cette position par les Américains. Bien que rien n'ait été formalisé il semblait que le principe était acquis : en son temps Georges Bush s'était prêté au jeu, prenant un engagement favorable à la thèse israélienne durant sa campagne électorale, quitte à ne pas tenir sa promesse une fois arrivé au pouvoir. Or, avec la campagne de M. Obama, le scénario vient de dérapier : non seulement le candidat ne s'est pas engagé à reconnaître Jérusalem (sous-entendu réunifiée) comme la capitale d'Israël, mais surtout la plate-forme telle qu'elle a été présentée au congrès démocrate ne comprenait pas un tel engagement. Certes le lobby pro-israélien a obtenu dans le cours des travaux que cette disposition soit réintroduite dans la plate-forme, mais pour lui le mal est fait : il est clair que M. Obama y est opposé et que son administration ne se sentira pas engagée à soutenir pas Israël sur ce point, s'il est réélu en novembre.

Bien que la chose ne soit pas dite publiquement, et la campagne électorale n'est pas la meilleure circonstance pour s'exprimer clairement, la gestion de ces deux dossiers donne le sentiment que l'Amérique pourrait bien être en train de réévaluer sa relation avec Israël.

L'impression est d'ailleurs confirmée par l'annonce qu'un rapport très critique sur l'impact négatif de la politique israélienne sur les intérêts américains au Proche Orient, établi en commun par plusieurs agences de renseignement américaines, viendrait d'être remis. Quelques commentaires circulent actuellement sur internet qui permettent de penser que les auteurs n'ont été limités par aucun tabou pour émettre des propositions qui ne vont guère dans le sens du politiquement correct.

A travers la question des frappes sur l'Iran le message des Américains est clair : il consiste à faire comprendre aux politiciens Israéliens qu'ils peuvent certes compter sur le soutien de Washington, mais pour autant que leur politique ne soit pas contraire aux intérêts de l'Amérique. Le message s'adresse probablement aux politiciens plus qu'aux responsables de l'establishment militaire qui partagent les réserves de leurs collègues américains. Depuis le coup d'arrêt à l'opération de Suez en 1956, il n'est pas certain qu'un message aussi ferme ait été donné à l'Etat Hébreu.

Le gouvernement israélien est ainsi rappelé aux réalités stratégiques : il est certes une puissance régionale, mais pas plus ; or les problèmes qui secouent le Proche Orient ont une portée globale et la sécurité américaine est directement concernée. La polarisation excessive d'Israël sur le dossier iranien ne peut faire oublier que le principal défi pour les intérêts de sécurité des Occidentaux dans la région est celui du terrorisme et de l'extrémisme musulman ; que la crise syrienne est loin d'être réglée ; que l'Egypte de M. Morsi est loin d'être prévisible. Pour ne pas faciliter les choses il faut désormais aussi compter avec les Russes et M. Poutine le rappelle avec insistance, et avec les Chinois qui sont certes relativement discrets au Proche Orient, mais savent rappeler leur capacité de nuisance en Extrême Orient comme Mme Clinton vient de l'expérimenter à ses dépens.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les porteurs de messages américains sont aujourd'hui des militaires : c'est M. Panetta et non Mme Clinton qu'on envoie en Israël. Ce n'est plus de la négociation diplomatique, dont il s'agit.

Profitant d'une longue période de congélation dans le monde arabe et d'une absence des Russes après la disparition de l'URSS, Israël s'était habitué à une situation relativement confortable qui lui permettait d'agir assez librement. Le monde a changé, et ceci ne peut vraisemblablement que modifier la position relative de l'Etat Hébreu dans le dispositif américain.